

*Questions orales*

non de moi. [...] Si nous n'arrivons pas à travailler dans un esprit de confiance et de collaboration, notre problème est grave.»

Nous avons effectivement un grave problème. Quand la ministre présentera-t-elle des excuses à M. Ty Lund pour avoir mal interprété sa remarque?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.):** Monsieur le Président, en juin dernier, Ty Lund a accordé à Vicky Barnett, pour le compte d'un journal albertain, une interview qui se serait déroulée comme suit—c'est ce qu'il a dit en juin au sujet de la réunion qui avait eu lieu: «Parlant de la ministre Copps, Lund a déclaré: "Quant à la ministre fédérale Copps, je lui ai dit: 'Voyons, madame, si vous étiez prête à venir en Alberta voir ce qui se passe dans les réserves indiennes et dans l'exploitation forestière, il y a belle lurette que nous aurions mis un terme aux activités et porté des accusations. Où étiez-vous?' Au cours de notre dernière rencontre avec Sheila Copps, une dame intéressante, elle a insisté pour que nous tentions une harmonisation. Elle en a parlé en long et en large et elle m'a dit: 'Vous ne vous occupez pas de nos terres.'" Lund est le premier à demander que la province assume l'entière responsabilité des terres albertaines, pendant qu'Ottawa se chargerait des parcs nationaux et des réserves indiennes.»

Voilà les observations que M. Lund a faites au cours de l'interview et qui ont paru dans le journal, en juin dernier.

**M. Solberg:** La belle affaire!

**M. Mills (Red Deer):** Des excuses!

**Mme Deborah Grey (Beaver River, Réf.):** Monsieur le Président, ces commentaires sont tout à fait exacts. Il s'agit d'un domaine de compétence fédérale. Pourquoi la ministre refuse-t-elle cette responsabilité et pourquoi n'exige-t-elle pas qu'elle soit respectée?

Elle accuse le ministre provincial d'avoir déclaré que le fédéral pouvait se charger des parcs nationaux et des Indiens, pendant que la province s'occuperait du reste. Il n'a pas dit cela, ce n'est pas vrai. Peu importe les observations qui ont pu être citées hors contexte dans cet article de journal, pourquoi n'a-t-elle pas...

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme Grey:** Monsieur le Président, je lis une transcription et non un article de journal.

**Mme Clancy:** Déposez-la.

**Mme Grey:** Quand la ministre reconnaîtra-t-elle que ce ne sont pas là les paroles du ministre provincial et quand va-t-elle retirer ses propos et remettre ces discussions sur la bonne voie?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.):** Monsieur le Président, l'autre jour, la députée a prétendu que j'avais mal interprété les opinions de M. Lund. Ce dernier n'a jamais nié avoir prononcé ces paroles à une réunion tenue en privé avec neuf autres ministres, où j'ai bien entendu ce qu'il a dit.

Par ailleurs, il est bien triste de voir la députée de Beaver River se lever à la Chambre pour déclarer que, selon la position du gouvernement albertain, les responsabilités du gouvernement canadien en Alberta se limitent aux réserves indiennes et aux parcs nationaux.

Il va sans dire qu'en matière d'environnement, les Canadiens appuient un gouvernement national engagé à établir des normes nationales et à jouer un rôle de premier plan à l'échelle nationale. La députée comprend certainement la position que je défendais face à Ty Lund, quand j'ai refusé de céder lorsqu'il a menacé de me sommer de sortir de la province, parce que je crois, à l'instar du gouvernement canadien, que les Canadiens s'attendent à ce que le Canada soit un chef de file en matière d'environnement.

\* \* \*

• (1450)

[Français]

**INDUSTRIE CANADA**

**M. Jean-Marc Jacob (Charlesbourg, BQ):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires intergouvernementales.

Le document secret préparé pour l'Opération unité indique que le fédéral s'apprête à dépenser 5,6 milliards de dollars pour l'achat potentiel d'équipements militaires, soit des véhicules blindés, des sous-marins et des hélicoptères. Ces contrats d'achat d'équipements, et je cite le document: «[...] pourraient avoir un impact profond sur les entreprises québécoises.» Le document identifie huit entreprises québécoises susceptibles de bénéficier de retombées économiques et souligne également l'opinion politique de leurs dirigeants.

Comment doit-on qualifier le comportement du fédéral qui fait miroiter à certaines entreprises de généreux contrats en échange de leur adhésion au camp du non? N'est-ce pas là du simple chantage?

**L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.):** Monsieur le Président, encore une fois, les allégations de l'opposition sont absolument non fondées.

Hier, le chef de l'opposition officielle a fait des remarques à la presse qui ont été rapportées par Hugh Winsor comme indiquant qu'il n'a pas le moindre élément de preuve de ce qu'il avance et qu'il n'y a aucun élément qui indique qu'il y a eu de la pression exercée sur quelque compagnie que ce soit.

En fait, dans le domaine de la défense, voici ce que le rapport dit: «Les compagnies très dépendantes des approvisionnements fédéraux en munition, telles que Expro et SNC-IT, pourraient se voir forcées de fermer leurs portes. Les compagnies présentement dépendantes des contrats d'appui et de services pourraient être forcées de déménager une partie de leurs opérations.»

J'ai ici toute une liste des extraits du rapport qui indiquent la conclusion principale, c'est-à-dire que la séparation créerait des problèmes économiques très considérables au Québec et éliminerait des tas d'emplois. Je suis prêt à montrer au député de